



Fruits et légumes: la guerre déclarée aux pesticides handicape le produire français

Règlementations et interdictions en matière d'emploi de pesticides qui découlent de l'influence écologiste, et des administrations qui posent rarement leurs bottes dans la glaise, coûtent cher aux producteurs de fruits et légumes, et elles ne sont pas nécessairement aussi favorables aux consommateurs qu'on le croit. La disparition de molécules nocives peut certes rassurer ces derniers, mais il y a un revers. La raréfaction de l'offre fait monter les prix, ou favorise les importations de produits en provenance des pays les moins intégristes en matière de phytosanitaires (peut-être moins contrôlés), des produits plus disponibles, moins chers, ou davantage marchands.

L'association "Forum Phyto" qui vient de publier une étude d'impact sur les fruits et légumes parle d'un *effet boomerang* et estime que chaque année, les producteurs bio et conventionnels subissent des dizaines de millions d'euros de perte. En cause : le manque de produits phytosanitaires adaptés à la protection de leurs cultures contre les maladies et ravageurs. Pour les producteurs, les pertes économiques s'échelonnent de 1 000 €/ha à plus de 30 000 €/ha dans certains cas selon l'association.

"En pomme de terre, cerise, artichaut, mâche, chou-fleur, chou romanesco, brocolis, cultures sous serre comme la tomate, les producteurs bio et conventionnels sont désemparés. Bien que tous soient engagés dans des démarches de progrès visant à l'utilisation raisonnée de produits phytosanitaires et à l'utilisation de méthodes alternatives dès que possible. Ajoutés à d'autres difficultés, ces problèmes entraînent d'année en année une baisse de la production française en fruits et légumes." En pomme de terre on constate qu'aucune solution n'est efficace. En 2012, année de forte attaque de larves de taupins (ils minent les tubercules) la perte directe dans les cultures de pomme de terre a été estimée à de près de 10 millions d'euros, faute de solutions autorisées. Conséquence, la Russie, craignant des lots non conformes, a stoppé ses importations.

Le "Collectif Sauvons les fruits et légumes" remarque: *"l'étude d'impact de Forum Phyto fait état des mêmes problèmes pour les cultures d'artichaut (désherbage), de brocoli et de chou-fleur (mouche du chou), de mâche (désherbage et désinfection des sols), et pour les cultures sous serre (aleurodes). Comment voulez-vous que nous produisions « français » si on ne nous donne pas tout simplement les moyens d'être rentables ."*

La Commission européenne a mis en place une plate-forme pour étudier ce problème dit *"des impasses technique"*. Mais les choses vont... à la vitesse communautaire. En France une commission *"des usages orphelins"* a été installée voici 5 ans, et le porte parole du collectif, Bernard Géry interroge: *"où sont les résultats?"*